



## Sortie du nucléaire en Belgique

Les Verts dans toute l'Europe sont partisans d'une amélioration radicale de l'efficacité énergétique et d'une transition de l'énergie nucléaire vers l'énergie renouvelable. Mais dans certains pays, la sortie du nucléaire est reportée, ce qui engendre des risques inacceptables pour la sécurité de nombreux et nombreuses citoyennes européennes dans différents pays.

Dans de nombreux pays européens, la prolongation de la vie des centrales nucléaires suscite de vives inquiétudes pour les citoyennes. De nombreux incidents dans les centrales nucléaires, notamment en Espagne, en France, en Belgique ou aux Pays-Bas, indiquent clairement que la décision de prolonger la durée de vie de ces installations nucléaires est irresponsable.

De nombreuses personnes en Belgique, mais aussi aux Pays-Bas, au Luxembourg, en Allemagne et dans d'autres pays de l'Union européenne sont très préoccupées par la réponse des autorités (nucléaires) belges aux normes de sécurité concernant les centrales nucléaires de Doel et Tihange et par le suivi des risques de sécurité posés par les fissures dans les réacteurs nucléaires, les fuites dans la partie nucléaire de l'installation, ou les actes de sabotage. Le fait que la catastrophe de Tchernobyl a été détectée en Suède, à plus de 1000 kilomètres du site, nous rappelle que la sécurité nucléaire est importante dans tous les pays européens et pour tous les Européens. Ce n'est pas un hasard si, avec les Verts au gouvernement, le parlement suédois a décidé le 16 mai d'interdire l'exploitation de l'uranium dans ce pays.

Récemment, au début de mai 2018, une fuite s'est produite dans l'usine de Doel 1. Il ne s'agit pas d'un incident isolé puisque des fuites et des fissures se sont produites régulièrement ces dernières années<sup>1</sup>. Si les précédents incidents se sont produits dans la partie non nucléaire de l'usine, cette fois, l'incident s'est produit dans la partie nucléaire. Malgré ces problèmes flagrants en matière de sécurité, les anciens gouvernements belges qui se sont succédé ont été très ambigus sur la fermeture de ces installations nucléaires archaïques. Ils préconisent de retarder la sortie progressive de l'énergie nucléaire et d'encourager faiblement les investissements dans les énergies renouvelables. Le jeudi 17 mai, Bart De Wever, bourgmestre d'Anvers et président du plus important parti du gouvernement fédéral, a répété sa critique sur la sortie du nucléaire qu'il considère comme « irréaliste », en dépit de la loi belge sur la sortie du nucléaire, qui prévoit une sortie complète en 2025. Cette loi est le fruit du travail des Verts au gouvernement en 2003.

### Par conséquent, le Parti vert européen exige que le gouvernement belge

1. ferme immédiatement Doel 3 et Tihange 2, qui, selon l'avis des experts nucléaires, posent des risques de sécurité,
2. réaffirme son engagement à mettre en œuvre la loi sur la sortie du nucléaire en Belgique en 2025, comme convenu par le parlement belge en 2003, tout en réduisant simultanément les émissions nettes de carbone de la production d'énergie, conformément aux objectifs climatiques,
3. décide une fois pour toutes de ne pas prolonger la durée de vie des réacteurs actuellement en service,

**et exige que les autres gouvernements européens prennent des mesures décisives du même type pour sortir le plus rapidement possible du nucléaire.**

---

<sup>1</sup><https://www.euractiv.com/?s=nuclear+Belgium>



## Conseil PVE, Anvers, 18 - 20 mai 2018 Résolution adoptée

/ En cas de doute entre ce texte et la version originale en anglais, [la version anglaise](#) fait foi.